



DIRECTION GÉNÉRALE

Direction des achats

Appel d'offres ouvert

DCE n° 2025-1233/EdA-DA/ Fourniture de viandes de volaille et de bœuf surgelées au profit des clients du dispositif « Vivres Métropole » du 22/10/2025

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de commande

Annexe 1 : coordonnées des interlocuteurs EdA

Annexe 2 : tableau d'ajustement tarifaire

S O M M A I R E

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE	3
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	3
2.1. Parties contractantes	3
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre a bons de commande	4
2.3. Durée de l’accord-cadre a bons de commande	4
2.4. Modifications éventuelles de l’accord-cadre a bons de commande	4
2.5. Clause de réexamen	5
2.6. Non-reconduction	5
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE À BON DE COMMANDE	5
3.1. Dispositions générales	5
3.2. Priorité des pièces	6
3.3. Documents de références	6
ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS.....	6
4.1. Substitution de produits	6
4.2. Prix promotionnels	7
4.3. Référencement de nouveaux produits.....	7
ARTICLE 5 – PRIX	8
5.1. Forme et nature des prix	8
5.2. Révision des prix	8
5.3. Clause de sauvegarde	10
ARTICLE 6 – COMMANDES	10
6.1. Passation des commandes.....	10
6.2. Confirmation de commande	11
6.3. Modification de commande client	11
ARTICLE 7 – ENLÈVEMENT/LIVRAISON (MISE A DISPOSITION DES MARCHANDISES) ..	11
7.1. Délai de mise à disposition (enlèvement ou livraison)	11
7.2. Conditions de mise à disposition (enlèvement et livraison)	12
7.3. Ponctualité	13
7.4. Reliquat.....	13
7.5. Contrôle à l’enlèvement ou à la réception des colis	13
ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES	15
8.1. Facturation.....	15
8.2. Modalités de règlement	16
8.3. Délai de paiement	16
8.4. Intérêts moratoires	16
8.5. Nantissement	17
8.6. Acomptes et avances	17
ARTICLE 10 –TAUX DE SERVICE - PÉNALITÉS – FRAIS ET RISQUES - RÉSILIATION	19
10.1. Pénalités.....	19
10.2. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	21
10.3. Résiliation.....	21
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ.....	23
ARTICLE 13 – LITIGES	23
ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	24

Préambule

Le code de la commande publique s'applique au présent accord-cadre à bons de commande. La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les articles R2161-2 et suivants du code la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

Par « accord-cadre à bons de commande », il convient de comprendre ancien « marché à bons de commande ».

ARTICLE 1 – OBJET DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne la fourniture de viandes de volaille et bœuf surgelées. Il s'agit de produits alimentaires destinés aux clients du dispositif « Vivres Métropole ».

« Vivres Métropole » est le dispositif d'approvisionnement en denrées et en produits péri-alimentaires destinés aux organismes militaires de restauration et aux sociétés de restauration collective (SRC); il bénéficie notamment aux formations clientes suivantes :

- les CPA (Centres de Production Alimentaire) : ils approvisionnent en repas préparés des restaurants satellites ;
- les groupements de soutien de base de défense ;
- les cercles mess ;
- tout autre client de l'Economat des Armées.

Toutes les formations clientes concernées par le dispositif « Vivres Métropole » sont localisées en France métropolitaine (Corse et continent).

La prestation comprend la fourniture, l'emballage, l'identification des produits et leur mise à disposition pour enlèvement (« départ ») ou leur transport sur la plateforme du pouvoir adjudicateur située à Nemours (77) (« franco »).

Les viandes de volaille et bœuf surgelées, objet des accords-cadres à bons de commande, sont dénommés ci-après « les produits ».

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES

Chaque accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

↳ d'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ». Le pouvoir adjudicateur désigne comme son représentant un prestataire logistique ayant pouvoir d'émettre, au nom de l'EdA, les bons de commande auprès du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, signer et valider les bons d'enlèvement / livraison des produits.

↳ d'autre part, **l'entreprise** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Le code de la commande publique s'applique au présent accord-cadre à bons de commande . La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les articles R2161-2 et suivants du code la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé sans minimum financier annuel, avec un montant financier estimatif annuel et avec un maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande.

Lot n°	Désignation	Montant financier annuel estimatif en € (H.T.)	Montant financier estimatif sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en € H.T.	Maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en € H.T.
1	Canard surgelé	120 000,00 €	480 000,00 €	1 440 000,00 €
2	Dinde surgelée	390 000,00 €	1 560 000,00 €	4 680 000,00 €
3	Lapin surgelé	120 000,00 €	480 000,00 €	1 440 000,00 €
4	Pintade surgelée	155 000,00 €	620 000,00 €	1 860 000,00 €
5	Poulet surgelé	565 000,00 €	2 260 000,00 €	6 780 000,00 €
6	Produits élaborés de volaille surgelés	1 550 000,00 €	6 200 000,00 €	18 600 000,00 €
7	Volaille Egalim surgelée	1 010 000,00 €	4 040 000,00 €	12 120 000,00 €
8	Bœuf surgelé	850 000,00 €	3 400 000,00 €	10 200 000,00 €
9	Bœuf Egalim surgelé	485 000,00 €	1 940 000,00 €	5 820 000,00 €

Des quantités estimatives par produit sont indiquées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement ; **elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.**

2.3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période ferme de douze (12) mois.

À l'issue de cette période, l'accord-cadre à bons de commande est reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois chacune.

Après ces deux reconductions annuelles, l'accord-cadre à bons de commande est reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée de six (6) mois.

La date de notification constitue la date anniversaire.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 1er juin 2026, à défaut un OS précisera la date de début d'exécution des prestations.

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification (anciennement « avenant ») dans les cas suivants :

- les modifications prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique ;
- toute autre modification non substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

2.5. CLAUDE DE RÉEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption, groupement) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- Modification des conditions d'exécution en raison de paramètres non prévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au pro rata de l'interruption, évolution de périmètre ou de la gamme) ;
- Modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel.

- Augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de l'accord-cadre est supérieur à 50 % du montant maximum global de l'accord-cadre à bons de commande.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.6. NON-RECONDUCTION

Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur ou le titulaire : Chaque partie peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre à bons de commande. Cette décision doit être notifiée à l'autre partie au plus tard :

- Pour les périodes de reconduction de douze (12) mois : quatre (4) mois avant la fin de la période contractuelle ;
- Pour les périodes de reconduction de six (6) mois : deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle.

Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BON DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées infra.

3.2.1. Pièces spécifiques

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- 4°) l'offre du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande.

3.2.2. Pièces générales

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) passées au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021 et modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article 12 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014).
- les normes, les codes des usages professionnels, les spécifications techniques tels que cités dans le CCTP et ses annexes (NT)

3.3. DOCUMENTS DE REFERENCES

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Les données communiquées par le titulaire doivent être **fiables et cohérentes avec la réalité**, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

En cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé au plus tard lors de la confirmation de la commande. Le titulaire doit obtenir l'accord écrit exprès du

pouvoir adjudicateur pour la commande de substitution. Le pouvoir adjudicateur ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés.

- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit, ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple) le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur. Le Pouvoir Adjudicateur valide par mail le nouveau produit de substitution et son prix.

Toute modification du référentiel produit (numéro d'agrément sanitaire, caractéristiques, conditionnement...) ou concernant le titulaire (modification compte bancaire, etc.) doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard 45 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique, télécopie ou voie postale. En cas d'urgence dûment justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 15 jours avant le changement souhaité.

Toute modification des fiches techniques et/ou des photos des produits doit également être transmise 45 jours calendaires avant le changement.

Après accord des deux parties, le pouvoir adjudicateur intègre dans son système informatique les nouveaux éléments du référentiel et en informe le titulaire.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'établissement d'une fiche « incident » ou l'imputation des pénalités prévues à l'article 10.1 du présent document. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 10.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

4.2. PRIX PROMOTIONNELS

Tous les prix de l'accord-cadre à bons de commande peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- une augmentation des taux de remise -
- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des Bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des Bénéficiaires Potentiels de la promotion.

En cas d'accord de l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif.

4.3. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le titulaire peut également proposer au pouvoir adjudicateur des nouveaux produits (correspondants à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande) dont la valeur cumulative estimée ne dépasse pas la limite de **10% du montant estimatif annuel** initialement prévu dans l'annexe 1 du RC de l'accord-cadre à bons de commande (ainsi que dans le tableau à l'article 2.2 du présent document).

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le pouvoir adjudicateur (ou son représentant). Il doit respecter les conditions suivantes :

- le titulaire adresse par écrit une proposition de nouveaux produits au pouvoir adjudicateur ;
- le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits ;

- les produits acceptés sont rajoutés à l'accord-cadre à bons de commande concerné.

Les nouveaux produits ainsi référencés suivent alors les mêmes règles que les produits initialement prévus dans l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. FORME ET NATURE DES PRIX

Les prix des produits, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont unitaires, en euros, avec au plus deux décimales, hors taxes sur la valeur ajoutée, « départ » de la plateforme du titulaire ou « franco » sur la plateforme du pouvoir adjudicateur située à NEMOURS (77).

Les prix sont fixés dans le tableau de présentation des offres à l'annexe 1A (départ) et 1B (franco) à l'acte d'engagement.

Durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le conditionnement, l'emballage, la livraison éventuelle (selon le type de portage notifié) sur la plateforme du pouvoir adjudicateur.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Les éventuels frais de douane et de procédure sont à la charge du titulaire.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est **février 2026**.

5.2. REVISION DES PRIX

Les prix des produits sont ajustés **trimestriellement** selon les indices de référence figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement et selon la formule décrite ci-dessous.

Pour toute révision tarifaire, le titulaire doit faire parvenir au pouvoir adjudicateur **l'annexe 2 au CCAP** avec la liste de ses prix à ajuster avant le 10 du mois précédant la date souhaitée de révision des prix. En cas de non-respect de ce délai, le prix applicable au trimestre en cours est tacitement reconduit pour la période suivante.

Les mercuriales ainsi transmises mentionnent obligatoirement et au minimum :

- la désignation du produit ;
- le calibre ou poids de la pièce ;
- la provenance ;
- le conditionnement en précisant le poids du colis ;
- l'unité de vente et l'unité de facturation ;
- l'ancien prix en € H.T.
- le nouveau prix en € HT ;
- la proposition d'ajustement tarifaire trimestrielle **à la hausse comme à la baisse** sur la base de la variation de la cotation indiquée à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

En cas de non-respect de ce délai, le prix applicable au trimestre en cours est tacitement reconduit pour le trimestre suivant.

Modalités de révision des prix :

Lot	Désignation de l'accord-cadre à bons de commande	Modalité de révision tarifaire	Indice de référence	Part des « Frais Fixes » dans le prix Px*
01	Canard surgelé	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	ITAVI	Maxi 50%
02	Dinde surgelée	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	ITAVI	Maxi 50%
03	Lapin surgelé	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	ITAVI	Maxi 50%
04	Pintade surgelée	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	ITAVI	Maxi 50%
05	Poulet surgelé	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	ITAVI	Maxi 50%
06	Produits élaborés de volaille surgelés	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	ITAVI	Maxi 70%
07	Volaille Egalim surgelée	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	ITAVI / RNM	Maxi 50%
08	Bœuf surgelé	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	RNM	Maxi 50%
09	Boeuf Egalim surgelé	Ajustement trimestriel avec cotation (annexe 1 à l'AE)	RNM	Maxi 50%

N.b : la part des frais fixes incluse dans les prix des produits de l'accord-cadre à bons de commande doit rester cohérente pendant son exécution. En aucun cas l'évolution de cette part ne doit dépasser les pourcentages indiqués supra.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

La révision par ajustement des prix (arrondis à 2 chiffres après la virgule) est réalisée selon la formule suivante :

$$Px = (FF + C * Cmx)$$

PX : prix ajusté de l'article au 1er de chaque trimestre

FF : frais fixes (fermes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande)

C : coefficient de rendement (fermes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande)

Cmx : Moyenne trimestrielle des 3 dernières cotations RNM publiées
(Exemple : cotations de mai jusqu'à juillet (publiées début août) et applicable pour les prix au 1^{er} septembre).

Px0 : prix soumissionné au moment de la remise de l'offre en **février 2026** (à l'annexe 1 à l'AE), remplacé par **Px** pendant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

La même formule s'applique en cas de reconduction de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, le cours applicable est le dernier publié.

En cas de changement, d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice/index/mercuriale représentatif ou au cas un indice/index/mercuriale nouveau s'impose à l'évidence, les parties au présent accord-cadre à bons de commande conviennent d'un autre indice/index/mercuriale à appliquer.

Révision exceptionnelle des frais fixes

Les frais fixes sont fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de circonstances exceptionnelles, le Titulaire ou le Pouvoir Adjudicateur peut proposer des ajustements exceptionnels justifiés en cours d'année (exemples de justifications : évolution de la fiscalité ; augmentation/baisse exceptionnelle de l'énergie, emballages...).

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit (courriel et courrier) par les deux parties préalablement à son entrée en vigueur.

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie, par courrier, les nouveaux tarifs proposés avec un préavis minimum de **45 jours calendaires**.

5.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas d'augmentation de plus de 3% des prix (coût total de l'accord-cadre à bons de commande) par période de révision tarifaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation.

ARTICLE 6 – COMMANDES

6.1. PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées au carton ou à la palette en fonction des produits (cf. annexes 2A et 2B à l'acte d'engagement) par le prestataire logistique, représentant le pouvoir adjudicateur, **le jour J avant 17 heures**. Elles sont émises par le pouvoir adjudicateur auprès du titulaire dans le délai minimum d'enlèvement / livraison fixé dans les annexes 2A et 2B à l'acte d'engagement défini par le titulaire.

La quantité minimale d'enlèvement ou de livraison est indiquée par le titulaire dans les annexes 2A et 2B à l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont communiqués par EDI si le titulaire en a la capacité ; à défaut, ils peuvent être transmis par écrit (courriel, télécopie). Aucune commande ne peut être passée oralement.

Les bons de commande mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande ;

- le numéro de code service : DFR_VM
- la nature des produits ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- le code produit du titulaire ;
- les quantités commandées ;
- la date d'enlèvement ou de livraison ;
- l'adresse de facturation ;
- les noms et signature de la personne habilitée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un (1) mois à compter de leur réception par le titulaire.

De préférence, lorsque le volume de la commande est inférieur à une journée de production, la marchandise livrée provient d'un lot unique (ou lot constitué de produits ayant une même origine, un même conditionnement et une même journée de fabrication).

6.2. CONFIRMATION DE COMMANDE

Le titulaire est tenu d'accuser réception des commandes dans un délai de 4 heures (ou lendemain avant 10h pour les commandes passées après 17h). Par ailleurs, il est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute rupture ou défaut de fonctionnement (non-respect de la date limite de consommation, retard, etc.) dans les mêmes délais.

Cette confirmation est impérative et doit être l'exact reflet de la livraison ou enlèvement à venir dans la mesure où elle génère une confirmation de mise à disposition aux clients destinataires. A défaut de confirmation, les lignes de commandes sont considérées non disponibles. En cas d'absence de mise à disposition (enlèvement ou livraison), les ruptures à l'approvisionnement sont constatées dans le calcul du taux de performance du titulaire et peuvent générer les pénalités correspondantes.

Le pouvoir adjudicateur ne gère aucun reliquat de commande : les quantités manquantes le jour de la mise à disposition ne peuvent faire l'objet d'aucun enlèvement/livraison complémentaire. Le pouvoir adjudicateur refuse systématiquement une telle mise à disposition de reliquat.

EDI : le titulaire privilégie l'envoi de messages EDI au prestataire logistique. L'engagement du titulaire quant à sa capacité à utiliser l'EDI est reprise dans les annexes 2A et 2B à l'acte d'engagement. Dans la mesure où le titulaire dispose d'un EDI capable de gérer les flux de commande, il s'engage à utiliser les échanges EDI pour les commandes dès le début des prestations ou dans les semaines suivantes. Les échanges EDI (ORDERS) doivent respecter le standard EANCOM D.96A.

6.3. MODIFICATION DE COMMANDE CLIENT

Exceptionnellement, l'EdA peut demander au titulaire, s'il l'accepte, d'annuler une commande d'approvisionnement pour la remplacer par une commande corrigée.

ARTICLE 7 – ENLÈVEMENT/LIVRAISON (MISE A DISPOSITION DES MARCHANDISES)

7.1. DÉLAI DE MISE A DISPOSITION (ENLEVEMENT OU LIVRAISON)

Le délai d'enlèvement ou de livraison est le délai fixé par le titulaire aux annexes 2A et 2B de l'acte d'engagement et correspond au délai maximum qui lui est nécessaire pour mettre à disposition ou livrer les produits d'une commande passée par le pouvoir adjudicateur lorsque la commande est passée le jour J avant 17 heures. Il correspond au délai standard que le pouvoir adjudicateur peut imposer. Toutefois, à chaque émission de bon de commande, la date réelle de mise à disposition (enlèvement ou livraison) est indiquée sur ce même bon de commande.

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe le pouvoir adjudicateur. **Le titulaire a, au niveau du taux de service, une obligation de satisfaction d'au moins 98% ; s'il descend en dessous de ce taux, les pénalités sont appliquées (cf. art 10.1. du CCAP).** Le titulaire indique la quantité et le délai qu'il peut réaliser. Le prestataire logistique décide ou non de l'acceptation de la ligne de commande. Des échanges peuvent avoir lieu entre le titulaire et le prestataire logistique pour définir les solutions éventuelles à la pénurie partielle. En cas de refus de la confirmation du titulaire, la commande est considérée comme nulle.

En cas de retard, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre fournisseur pour exécuter ladite commande. Le pouvoir adjudicateur transmet au titulaire le prix réellement payé ainsi que le coût logistique supplémentaire que cet approvisionnement occasionne. Ce coût supplémentaire fait l'objet d'une facturation par le pouvoir adjudicateur. Ceci n'est pas exclusif de l'application des pénalités de taux de service non atteint (cf. art 10.1. du CCAP).

Si le titulaire ne respecte pas ses engagements contractuels à plusieurs reprises, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité.

Selon le choix du pouvoir adjudicateur exprimé lors de la notification, les produits sont soit enlevés chez le titulaire, soit livrés par ce dernier sur la plateforme unique du pouvoir adjudicateur située à Nemours (77).

7.2. CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION (ENLEVEMENT ET LIVRAISON)

➤ Cas de livraison « franco » :

- les produits sont livrés par le titulaire sur la plateforme unique du pouvoir adjudicateur située à Nemours (77) ;
- le pouvoir adjudicateur fixe, en accord avec le titulaire, le créneau de réception des marchandises ; les livraisons sont effectuées entre minuit et 6 heures du matin ;
 - la présentation des documents de transport se fait avant la mise à quai ;
 - les livraisons sont effectuées par le titulaire par ses moyens propres.

➤ Les conditions d'enlèvement (« départ ») sont définies ci-après :

- l'accès doit être possible à tout type de véhicule ;
- la présentation des documents de transport se fait avant la mise à quai.

Les livraisons ou enlèvements sont effectués selon le conditionnement et la quantité minimale définis par le titulaire dans son acte d'engagement ; chaque regroupement (palette) porte l'inventaire de son contenu de façon apparente ;

Toute mise à disposition (franco ou départ) donne lieu à l'établissement d'un bon de livraison établi en 3 exemplaires par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et signé par le réceptionnaire.

Les mises à disposition se font sur des créneaux horaires convenus entre les parties : Si la livraison par le titulaire ne peut avoir lieu, le pouvoir adjudicateur peut s'approvisionner auprès d'un autre titulaire, aux frais et risques du titulaire (Art 10.2 du présent document).

Les bons de livraison ne sont pas valorisés. Ils doivent comporter :

- les coordonnées du titulaire ;
- les références de la commande ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- la quantité livrée avec son numéro de lot de fabrication ou sa DDM ;
- le nombre de colis par palette ;
- le nombre de palettes remises par le titulaire ;
- la date de livraison/enlèvement ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et pouvoir adjudicateur).

Un exemplaire du bon de livraison, émargé des deux parties, est annexé à la facture envoyée par le titulaire au pouvoir adjudicateur; un autre exemplaire est remis au représentant du pouvoir adjudicateur chargé de la réception.

Le titulaire doit émettre un bordereau de livraison par commande.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le représentant du pouvoir adjudicateur vaut transfert de propriété des produits.

Incident après la confirmation de commande et avant la mise à disposition (enlèvement ou livraison) :

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition (enlèvement ou livraison) les produits commandés à la date convenue, il en informe le prestataire logistique. Si cette nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations du prestataire logistique, ce dernier informe l'EdA qui peut faire appel à un autre fournisseur (exécution aux frais et risques du titulaire). Conformément à l'article 11.4.2. du CCAG/FCS, le surcoût (transport et vivres) est imputé au titulaire défaillant, et la commande est considérée comme nulle.

Si le prestataire logistique accepte la nouvelle date de mise à disposition (enlèvement ou livraison), un nouveau rendez-vous est défini, et la commande reste valable. Ce changement de date est pris en compte dans l'évaluation de la performance du titulaire.

7.3. PONCTUALITÉ

Dans le cadre de la mise à disposition (enlèvement ou livraison), une tolérance de plus ou moins 30 minutes est acceptée par le Titulaire et le prestataire logistique par rapport à l'heure de rendez-vous définie.

7.3.1. Retard de livraison du titulaire (+/- 30 minutes)

Au-delà de ce délai, le prestataire logistique prend contact avec le fournisseur concerné afin d'avoir plus de précisions sur l'horaire d'arrivée du véhicule et accepte la livraison avec retard ou la refuse. Dans ce cas, l'EdA impute au fournisseur considéré les frais d'approvisionnement éventuels chez un autre fournisseur tiers (déduction directe sur la facture suivante).

7.3.2. Retard de réception de la part du prestataire logistique (+/- 30 minutes)

Le titulaire accepte une tolérance de plus ou moins 30 minutes vis-à-vis du prestataire logistique. En cas de dépassement de ce délai, le prestataire logistique prend contact avec le titulaire qui peut soit accepter l'enlèvement avec un retard, soit le refuser. Un nouveau rendez-vous est alors fixé. Le titulaire rend compte à l'Econamat des Armées du non-respect horaire du prestataire logistique.

7.4. RELIQUAT

Le prestataire logistique ne gère aucun reliquat de commandes ; les quantités manquantes le jour de la mise à disposition (enlèvement ou livraison) ne peuvent faire l'objet d'aucune mise à disposition complémentaire. Le prestataire logistique refuse systématiquement une mise à disposition de reliquat. Toutefois, le reliquat peut faire l'objet d'une nouvelle commande après accord de la nouvelle date de rendez-vous.

7.5. CONTRÔLE À L'ENLEVEMENT OU A LA RECEPTION DES COLIS

Après le contrôle du respect de l'heure de rendez-vous, de la conformité des documents de transport et de livraison, les contrôles sont réalisés en deux temps : de manière contradictoire par le représentant du pouvoir adjudicateur (le prestataire logistique désigné par l'EdA) et le titulaire puis sur la plateforme du pouvoir adjudicateur. La liste des contrôles ci-dessous est non exhaustive ; l'EdA se réserve le droit d'effectuer des contrôles complémentaires de toutes natures.

7.5.1. Premiers contrôles

7.5.1.1. Aspect extérieur des palettes et colis

Les mises à disposition sont effectuées selon les règles de conditionnement et d'emballage définies par le Titulaire dans son acte d'engagement conformément aux dispositions du CCTP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur contrôle l'aspect général des colis. En cas de défectuosité d'un colis sur une palette (ex : colis détériorés en bas de palette), la palette entière peut être refusée pour des raisons de traçabilité.

7.5.1.2. Nombre de supports

Le représentant de l'Economat est chargé d'enlever ou de réceptionner un nombre précis de palettes/colis concernés qu'il compte avec le titulaire ; les opérations de vérification quantitative ont lieu dans les locaux du titulaire ou sur la plateforme du pouvoir adjudicateur en présence de celui-ci (ou d'un de ses représentants) et du titulaire considéré. Une fiche palette récapitule le nombre de colis par référence sur chaque palette.

7.5.1.3. Température

La température des colis est contrôlée au cœur des cartons (en veillant au respect de l'emballage de regroupement). La température d'acceptation des produits surgelés est celle de la réglementation en vigueur.

7.5.2. Contrôle sur la plateforme du pouvoir adjudicateur (seconds contrôles)

Le pouvoir adjudicateur établit, pour tous les produits, sans que cette liste ne soit exhaustive, les contrôles suivants sur la plateforme :

- comptage des colis ;
- contrôles visuels et organoleptiques de la conformité des produits, des conditionnements et des emballages ;
- contrôle des DDM ;
- contrôle du poids des colis : poids moyen du colis, multiplié par le nombre de colis ; le tout vérifié par rapport au poids indiqué sur le bordereau de livraison ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités de produits.

Si le prestataire logistique constate un non-respect du contrat date, un retour en date sur les DDM, un déficit ou excédent de quantité ou tout autre manquement lors du contrôle sur sa plateforme dans les 2 jours ouvrables suivant la date de livraison, il a la possibilité de refuser les marchandises. Selon l'importance financière, il envoie soit un courrier électronique ou une télécopie, soit une lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire concerné relatant l'incident.

Les produits refusés sur la plateforme du prestataire logistique sont mis en zone de retour et doivent être repris par le titulaire sous 10 jours ouvrés maximum (sous réserve de conservation des produits). Le prestataire logistique informe le fournisseur dès le placement des produits en zone de retour (courrier électronique ou télécopie). L'organisation et la reprise de ces marchandises sont à l'entière charge du fournisseur. A défaut d'action du titulaire dans les délais impartis, les marchandises sont détruites par le prestataire logistique ; la facture correspondant à ces frais de destruction est transmise au fournisseur avec une copie du certificat de destruction émis par le centre de destruction et la somme globale est automatiquement déduite de la facturation ultérieure.

La même procédure est appliquée en cas de produits avariés ou touchés par une alerte sanitaire.

7.6. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison/enlèvement. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite. Le transfert de propriété entre le fournisseur et le pouvoir adjudicateur est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties. Toutefois, en fonction des contrôles effectués sur la plateforme du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivant la date de la livraison. Le titulaire dispose d'une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

7.7. FICHE INCIDENT

En cas de manquement aux dispositions contractuelles, notamment en matière d'horaire, de livraison, de respect de la qualité, de quantité commandée, etc., le Pouvoir Adjudicateur est en droit de refuser tout ou partie des produits et n'est pas tenu de payer les produits refusés, ni aucune autre indemnité. Le Pouvoir Adjudicateur adresse au Titulaire une confirmation des réserves portées sur les documents de livraison dans les 2 jours ouvrables. Les pénalités sont imputées automatiquement au Titulaire.

7.8. ADMISSION - REJET

La décision d'admission (délai pendant lequel le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de signaler des remarques quantitative et/ou qualitative) doit intervenir à l'issue d'un délai de 2 jours ouvrables après la signature du bon de livraison. Le silence du pouvoir adjudicateur à l'issue de ce délai vaut décision d'admission. La signature du bon de livraison par le pouvoir adjudicateur vaut transfert de propriété des produits, sauf en cas de refus de signature du bon de livraison, la propriété et les risques liés aux produits concernés restent alors à la charge du titulaire.

7.9 CONTACTS D'URGENCE EdA

En cas d'alerte sanitaire sur l'un des produits, en semaine (heures ouvrables), week-ends et jours fériés le titulaire s'engage à prévenir les interlocuteurs mentionnés dans l'annexe 1 au CCAP.

*Nota Bene : hormis les alertes sanitaires, l'officier de permanence est aussi joignable les week-ends et jours fériés pour des urgences d'ordre informatique (virus informatique, dysfonctionnement de l'EDI...), logistique (problème sur une livraison sensible) ou tout autre urgence nécessitant son recours.

7.10 TAUX DE SERVICE

Le taux de service suivi lors de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande est le suivant :
Taux de service : 98 %

« Nombre de références livrées par commande / nombre de références commandées »

En cas de non atteinte du taux de service cible de 98%, les pénalités sont applicables comme mentionné à l'article 10.1 du présent document.

ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES

8.1. FACTURATION

8.1.1. Émission et envoi des factures


Conformément à l'article L2192-1 et suivants du Code de la commande publique les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>).

8.1.2. Descriptif des factures

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures livrées.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du pouvoir adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro d'engagement juridique le cas échéant ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les numéro et date d'établissement de la facture ;
- les numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéro et date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le numéro de code service : DFR_VM ;
- les références du bon de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC. de la commande, le cas échéant ;
- les date et signature.

	<p>Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.</p> <p>De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur - est allongé et la mise en règlement retardée.</p>
---	---

8.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du pouvoir adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

8.3. DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement des factures intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 8.1 du CCAP, le pouvoir adjudicateur en informe par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

8.4. INTÉRÊTS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les 30 jours au maximum à compter de la date de réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8)

points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

8.5. NANTISSEMENT

Le titulaire a la possibilité de demander au pouvoir adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

8.6. ACOMPTES ET AVANCES

Aucun acompte n'est versé.

Aucune avance n'est versée.

ARTICLE 9 – SUIVI ET ÉVALUATION DU TITULAIRE

9.1. OBJECTIF

Cette clause vise à établir les modalités de suivi et d'évaluation de la performance du titulaire afin d'assurer la bonne exécution des prestations, la qualité et la conformité des produits fournis dans le cadre du présent accord à bons de commande.

9.2. DESIGNATION DES RESPONSABLES

Chaque partie désigne un correspondant chargé du suivi de l'accord-cadre à bons de commande. En cas de changement de correspondant, la partie concernée s'engage à informer l'autre partie sans délai et à nommer un nouveau correspondant de même compétence.

9.3. VISITES DE CONTROLE

Le pouvoir adjudicateur, accompagné de toute personne habilitée par ce dernier, peut effectuer des visites de contrôle dans les locaux du titulaire pendant les jours ouvrables. Ces visites visent à s'assurer de la conformité des produits alimentaires aux spécifications contractuelles. Le pouvoir adjudicateur s'assure également que les engagements « achats responsables » de l'annexe 3 à l'acte d'engagement sont respectés.

9.4. RAPPORTS DE SUIVI

Le titulaire s'engage à fournir des rapports de suivi semestriels détaillant les performances en termes de qualité, de livraison et conformité aux spécifications contractuelles au plus tard 15 jours avant les réunions de suivi. Ces rapports sont examinés lors des réunions de suivi semestrielle.

9.5. REUNIONS DE SUIVI

Des réunions de suivi sont organisées tous les semestres pour évaluer la performance du titulaire et échanger des éventuelles améliorations à apporter. Les décisions prises lors de ces réunions sont consignées dans des comptes rendus signés par les deux parties.

9.6. INDICATEURS DE PERFORMANCE

Les performances du titulaire sont évaluées selon les critères suivants :

- Qualité des produits : nombre de non-conformités détectées ;
- Livraison : respect des horaires de livraison, taux de service, nombre de dérogations des DDM ;
- Réactivité : temps de réponse aux demandes et aux réclamations du pouvoir adjudicateur ;
- Mesures correctives ;
- Suivi des engagements « achats responsables » (annexe 3 à l'acte d'engagement).
- Suivi contractuel financier et administratif

En cas de non-conformité ou de performance insuffisante, le titulaire s'engage à mettre en place des mesures correctives dans un délai convenu avec le pouvoir adjudicateur. Un suivi de la mise en place de ces mesures est effectué lors des réunions de suivi semestrielles.

ARTICLE 10 –TAUX DE SERVICE - PÉNALITÉS – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RÉSILIATION

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 10.1	Défaillance temporaire du titulaire	Défaillance du titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul	Frais et risques	Résiliation (après mise en demeure)
Type d'acte de notification au titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

10.1. PÉNALITÉS

Taux de service non atteint	<p>Le titulaire s'engage à un taux de service de 98 %. Le taux de service est calculé de la manière suivante : nombre de colis livrés / nombre de colis commandés. Si le taux de service est inférieur à 98 %, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>$P = V \times 15\%$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; V = volume financier HT du ou des produits non livrés du mois pour lequel le taux de service de 98% n'est pas atteint.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 300 € HT de pénalité est exigible pour couvrir les frais de traitement</p>
Pour frais de renvoi, détention en attente de retour et destruction	<p>Les frais de renvoi de produits non-conformes sont à la charge du titulaire. Ils sont de 2 Euros par palette ; Les frais de détention de produits en attente de retour sont à la charge du titulaire. Ils sont de 4 Euros par palette et par jour ; Les frais de destruction de produits non récupérés par le titulaire sont à la charge du titulaire et sont refacturés au coût réel sur justificatifs.</p>
Modification fautive du référentiel produit	<p>Toute modification du référentiel produit en dehors de la procédure décrite à l'article 4 du présent document entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par produit modifié.</p> <p>L'application de cette pénalité n'est pas exclusive des autres dispositions prévues à l'article 4 du présent CCAP notamment du droit que se réserve le pouvoir adjudicateur de refuser toute modification qu'il juge substantielle, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.</p>
	En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, à la suite

<p>Non-conformité générale</p>	<p>d'analyses de laboratoire (art. 9.3 du CCTP) ou tout autre motif dûment constaté par le Pouvoir Adjudicateur, une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 10 jours ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (plateforme logistique ou formation cliente).</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non conformes (par exemple de la formation cliente jusqu'à la plateforme du prestataire logistique ou à un de ses hubs régionaux), les frais de transport sont à la charge du titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction est à la charge du titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses de laboratoire non conformes, et ce, quel que soit le produit concerné, peut entraîner après mise en demeure la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 10.3.3. du présent CCAP.</p>
<p>Alerte sanitaire</p>	<p>En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel < 200 K € ; - 10% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif annuel >200 K€ < 500 K€ ; - 15% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif > 500 K€ < 1 M€ ; - 20% du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un lot avec un montant estimatif >1 M€. <p>Un minimum forfaitaire de 750 € HT est exigible pour couvrir les frais de retrait/rappel.</p>
<p>Non-respect de la date de péremption (Contrat Date) et autres dérogations</p>	<p>En cas de demandes de dérogations récurrentes du Titulaire concernant les contrats date indiqués aux annexes 2A et 2B à l'acte d'engagement ou en cas de demandes de dérogations diverses, une pénalité est appliquée par lot concerné.</p> <p>Le Titulaire s'engage à ne pas demander plus de 10 demandes de dérogations par mois sur le lot/marché concerné.</p> <p>La pénalité est calculée mensuellement. Si les demandes de dérogations par lot sont égales ou supérieures à 5 sur le mois, ou si les demandes de dérogations par lot sont égales ou supérieures à 10 par trimestre, il est fait application de la pénalité suivante :</p> <p>$P = N \times 10 \text{ € HT}$</p> <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ;</p> <p>N = nombre de dérogations mensuelles égales ou supérieures à 5 et par lot concerné. Ou nombre de dérogations trimestrielles égales ou supérieures à 10 et par lot concerné.</p> <p><i>Exemple : si sur un lot le nombre de dérogations atteint 20 unités au cours du mois. La formule suivante s'applique : $P = 15 \times 10 \text{ €} = 150 \text{ € HT}$ pour le lot concerné.</i></p> <p><i>Exemple 2 : si sur un lot le nombre de dérogations atteint 20 unités au cours du</i></p>

	<i>trimestre. La formule suivante s'applique : $P=10 \times 10 \text{ €} = 100 \text{ € HT}$ pour le lot concerné.</i>
Non-respect de la DDM	<p>En cas de non-respect des DDM garanties renseignées dans l'annexe logistique à l'acte d'engagement, la pénalité suivante est appliquée :</p> <p>$P = (V_p \times N_p)$ Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ; V_p : valeur en euro HT du produit non conforme; N_p : quantité du produit commandé non conforme.</p>
Dispositions communes	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation établie par le pouvoir adjudicateur. Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20 % du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

10.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10 % du montant toutes taxes comprises hors TVA des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 euros HT.

10.3. RÉSILIATION

10.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation ;
- en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

10.3.4. Résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 11 – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Le personnel doit se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de livraison et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de sa part, le titulaire doit répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Les véhicules affectés à la prestation peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- Dans le cas d'enceinte militaire, à l'entrée du site, à l'intérieur du site, sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part de l'entrepreneur ;
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel muni de son véhicule peut être appelé à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables présents.

L'inexécution des tâches contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Celui-ci ne peut prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire. Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 13 – LITIGES

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7, rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Le présent accord-cadre à bons de commande comporte des dérogations aux stipulations du CCAG/FCS (Arrêté du 30 mars 2021 et modificatifs). Conformément à l'article R. 2112-3 du Code de la commande publique, ces dérogations sont détaillées ci-dessous :

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.2	Conditions de mise à disposition	Article 31
Article 7.5	Contrôle à l'enlèvement ou à la réception des colis	Article 28 Article 30.4
Article 7.6	Responsabilité du titulaire	Article 31
Article 7.8	Admission - Rejet	Article 30.1 Article 31
Article 10.1	Pénalités	Article 14.1
Article 10.2	Exécution aux frais et risques	Article 45
Article 10.3	Résiliation	Articles 38 à 40 Article 42